

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

LA HAUSSE DES TAUX DE LOCATION DES BOÎTES POSTALES

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, l'inflation se porte très bien à Postes Canada. Ce matin, les habitants de Lancaster dans ma circonscription ont été avisés des nouveaux taux de location des boîtes postales. Jusqu'ici, ils payaient \$6.75 par année pour une boîte aux lettres. Ils paieront maintenant \$25.44. Dans un cas, le taux est passé de \$13.88 à \$50.88.

Mes électeurs sont en colère et ne toléreront pas de telles bêtises plus longtemps. Le gouvernement conservateur devrait cesser de les exploiter de cette façon. C'est du vol. Si le gouvernement du Canada dépensait une moins grande partie de l'argent des contribuables pour récompenser ses amis, il en aurait beaucoup plus pour aider les Canadiens et les habitants de Lancaster dans la circonscription de Glengarry—Prescott—Russell. Les conservateurs devraient avoir honte.

* * *

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE D'UNE DÉLÉGATION PARLEMENTAIRE DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE

M. le Président: Avant de commencer la période des questions orales, je tiens à signaler aux députés la présence à la tribune d'une délégation parlementaire de la Tchécoslovaquie dirigée par l'honorable Alois Indra, président de l'Assemblée fédérale.

Des voix: Bravo!

QUESTIONS ORALES

[Français]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LE LIBRE-ÉCHANGE—L'OBTENTION D'UN MÉCANISME OBLIGATOIRE DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS—L'EXEMPTION POUR LE CANADA DES LOIS COMMERCIALES AMÉRICAINES

Le très hon. John N. Turner (chef de l'Opposition): Monsieur le Président, une entente de libre-échange globale avec les États-Unis mettrait en danger la souveraineté, soit politique, soit culturelle du Canada. Mais, pendant plus de deux ans le premier ministre (M. Mulroney) est allé de l'avant en se fondant sur l'hypothèse naïve qu'une telle entente de libre-échange mettrait le Canada à l'abri des tendances protectionnistes du Congrès américain.

Le premier ministre va-t-il admettre maintenant que son initiative a mis en danger l'économie canadienne? Va-t-il nous expliquer pourquoi il pense qu'il peut obtenir un mécanisme obligatoire de règlement des différends entre les deux pays? Et comment il peut obtenir et réussir à faire exempter le Canada des lois commerciales américaines?

Questions orales

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Tout d'abord, monsieur le Président, la réponse à la question, c'est non! Dans le journal *La Presse*, on pouvait lire ce matin, et je cite: «Les Américains ont souvent souligné à quel point le Canada était mieux préparé que les États-Unis pour tenir ces négociations et qu'Ottawa y avait affecté un personnel nombreux et de très haut calibre. Il se pourrait que la discussion ait débordé sur un sujet où la délégation américaine n'était pas assez bien préparée pour donner la réplique.» Alors, voilà, monsieur le Président, une explication tout à fait intéressante en ce qui concerne un problème important des négociations.

En ce qui concerne notre intention d'essayer de mettre le Canada à l'abri des attaques protectionnistes, bien sûr, c'est à la base de notre initiative. C'est une position qui a été appuyée de façon générale par un bon nombre de Canadiens y compris les premiers ministres provinciaux, et surtout le premier ministre Bourassa du Québec qui, hier, en parlant au nom du gouvernement du Québec, a répété jusqu'à quel point un traité de libre-échange avec les États-Unis mettrait effectivement le Canada à l'abri des attaques injustifiées de la part des protectionnistes. Alors, c'est un peu le raisonnement qui nous a motivés et qui nous motive toujours en essayant d'obtenir un traité valable entre les deux pays.

● (1420)

[Traduction]

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DU GOUVERNEMENT

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, la supposition naïve selon laquelle le Canada pourrait être exempté des mesures protectionnistes prises par le Congrès américain ne pourrait être valide que si nous obtenions un mécanisme de règlement exécutoire des conflits commerciaux et si nous étions véritablement exemptés des dispositions des lois commerciales américaines.

Il y a un an et demi j'ai averti ici-même le premier ministre, au nom du parti libéral et de la plupart des Canadiens, que tout accord commercial, et à plus forte raison un accord de libre-échange global auquel nous nous opposons . . .

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): . . . Tout accord commercial qui ne s'accompagnerait pas d'un mécanisme de règlement exécutoire des conflits n'aurait aucune valeur.

Il y a deux mois, j'ai de nouveau déclaré au Premier ministre que, d'après les déclarations du président du comité des finances du Sénat américain, du principal sénateur républicain et de membres du congrès éminents, ce mécanisme n'avait pas été mis en place.

Malgré cela, le Premier ministre est allé de l'avant et a continué à céder et à dévoiler toutes ses cartes aux États-Unis, rendant le Canada extrêmement vulnérable. Voilà ce qui s'est passé.